

de près de 50 p. 100. Cette augmentation est semblable pour presque toutes les productions.

Bien que le projet de loi prévoise une meilleure protection, personne ne la demandera. C'est exactement le problème avec lequel nous sommes actuellement aux prises. Les producteurs de maïs, de soja ou de blé dans le sud-ouest de l'Ontario, ou de blé, d'orge ou d'autres denrées dans l'Ouest, exigent un programme spécial d'aide financière. Ils n'ont aucun des moyens qui sont mis à la disposition des producteurs américains. À l'heure actuelle, les producteurs de blé américains ont un prix cible garanti de 4 \$ U.S. et un d'emprunt d'environ 2 \$. Leur paiement d'appoint se situe entre ces deux montants.

Il y a environ deux semaines, quelques députés de chaque groupe parlementaire ont reçu un groupe du programme ontarien de formation de dirigeants en agriculture. Ils étaient une trentaine de jeunes agriculteurs. Ils ont avancé l'argument que nous entendons partout où nous allons: plus rien n'est certain.

Le gouvernement a supprimé le programme de paiements anticipés, qui correspondait en gros au programme de prêts américain, sans être aussi bon. Il n'y a plus de prix-cible, plus de paiement d'appoint. Personne ne sait ce qu'il en sera du programme spécial pour les grains, pourtant si avantageux. Il a été déclenché en 1986 au milieu d'élections provinciales en Saskatchewan. Le sera-t-il cette année? Nous ne savons pas s'il y aura des élections provinciales. S'il y en avait, le programme serait peut-être déclenché, mais peut-être qu'il ne le serait pas.

M. Malone: Parlez-nous du programme spécial des libéraux pour les grains.

M. Foster: Si j'ai bien entendu, le député de Crowfoot parle du programme spécial des libéraux pour les grains. À la fin des années 70 et au début des années 80, les prix du blé étaient de 5 \$ ou 6 \$ le boisseau, nous avions un double prix pour le blé et le coût de production n'était probablement que de 50 p. 100 ou 60 p. 100 de ce qu'il est aujourd'hui; les agriculteurs n'avaient pas besoin de ce programme parce que leur situation était infiniment meilleure qu'aujourd'hui.

Lundi soir dernier, nous avons vu le premier ministre de la Saskatchewan, qui est aussi ministre de l'Agriculture, réclamer, à une émission de télévision diffusée dans toute la province, l'appui financier du gouvernement

Initiatives ministérielles

fédéral. Il avait déjà eu un entretien avec le ministre d'État chargé des Céréales et avec le vice-premier ministre. Il a probablement discuté de la question avec le premier ministre fédéral. Il a cependant dû lancer son appel à la télévision, à toute la province. Tout cela a été bien expliqué au ministre de l'Agriculture en octobre et novembre derniers par le Saskatchewan Wheat Pool qui demandait des fonds spéciaux de 500 millions de dollars pour les semences du printemps.

Les producteurs de maïs et de soja de l'Ontario ont soumis les mêmes arguments. Ils éprouvent les mêmes difficultés, comme je l'ai dit aux membres de notre groupe parlementaire la semaine dernière. Décembre, janvier, février, mars, avril, les mois s'écoulaient sans que rien ne change. Les agriculteurs croient tout simplement qu'il n'y aura ni programme spécial pour les grains ni paiement provisoire en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles. Tout est laissé dans la vague. Qu'arrivera-t-il? Nul ne le sait.

La situation est d'autant plus grave que les banques laissent tomber l'agriculture. J'étais en Saskatchewan il y a deux semaines pour rencontrer des membres du Saskatchewan Wheat Pool de la région de Yorkton. Les producteurs de grains du sud-ouest de l'Ontario ont fait la même chose la semaine dernière. Les banques abandonnent essentiellement les agriculteurs. Elles ne prêteront plus sur la valeur des terres des agriculteurs, mais seulement sur leurs rentrées de fonds. Comme je l'ai déjà dit, le prix de plusieurs céréales, comme le blé, le soja et le maïs, est inférieur à ce qu'il faudrait pour assurer un rendement aux producteurs. La situation est sans issue.

Le ministre a rencontré les porte-parole de l'association des banquiers jeudi soir dernier. Il a tenté de nous rassurer aujourd'hui, mais nous ne sommes pas dupes. Il a parlé de toutes les parties intéressées, soit le gouvernement provincial, la Société du crédit agricole, les banques, les établissements de crédit et le gouvernement fédéral.

Comment les autres parties peuvent-elles prendre le ministre au sérieux quand on sait qu'il demande de l'aide financière pour les agriculteurs depuis novembre dernier, mais qu'il n'a toujours rien obtenu? Y aura-t-il un programme spécial pour les grains? Versera-t-on aux agriculteurs un paiement provisoire? Personne ne le sait et nous restons là à ne rien faire.